

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 12 septembre 2024

Zoom sur: Le Sénat colombien refuse le projet de budget du gouvernement, malgré une réforme fiscale proposée pour combler les 2,8 Md USD manquants.

La 4^e commission du Sénat, première appelée à voter le montant du budget de l'Etat colombien pour 2025, a voté contre celui-ci (11 votes contre, 3 en faveur) le 11 septembre dernier. Il s'agit de la première fois que le Sénat bloque le budget de l'Etat. Le Gouvernement a proposé un budget de 122,2 Md USD (523 000 Md COP), présentant un besoin de financement vis-à-vis de la règle budgétaire de 2,8 Md USD (12 000 Md COP). Pour l'heure, le Congrès (via quatre chambres, deux au Sénat et deux au Parlement) n'avait à se prononcer que sur le montant global du budget.

LE CHIFFRE A RETENIR

2,8 Md USD

Il s'agit du montant manquant en financement pour le budget de l'Etat colombien en 2025.

Le refus se fait alors que le Gouvernement a proposé une réforme fiscale au Parlement le 10 septembre dernier, soit la veille du vote, pour identifier les sources de financement de ces 2,8 Md COP, la moitié via de nouveaux impôts.

- Une large part des recettes nouvelles se ferait via une « anticipation de la règle budgétaire », permettant de transférer des marges de manœuvre de 2026 à 2025 pour 1,2 Md USD ;
- L'augmentation de l'imposition des jeux de hasard en ligne permettrait des recettes nouvelles pour 500 M USD (2 077 Md COP).
- La hausse du prix de la tonne de carbone, à 17,5 USD (75 000 COP) / tonne permettrait des recettes nouvelles pour 300 M USD (1 302 Md COP)
- L'Etat renforcerait les mesures de redistribution fiscale prise lors de la 1^e réforme fiscale du Gouvernement Petro de fin 2022, via *(i)* une baisse du niveau d'entrée dans l'impôt sur le patrimoine (de près de 800 000 USD à 440 000 USD) et l'intégration du patrimoine « improductif » dans l'assiette de cet impôt ; *(ii)* l'augmentation du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu de 39 % à 41 %

et (iii) une augmentation du taux portant sur les revenus exceptionnels de 20 % à 25 %. Ces mesures génèreraient des recettes pour plus de 400 M USD.

- En parallèle, l'Etat souhaite baisser la fiscalité portant sur les entreprises, avec une baisse de 35 % à 30 % pour les grandes entreprises (hors pétrole et charbon) et à 27 % pour les PME. Pour mémoire, la Colombie a l'un des taux d'imposition sur le revenu des entreprises les plus élevés. La mesure coûterait 100 M USD.

Les parlementaires (où le mouvement du Président Petro est minoritaire) ont jugé problématique l'initiative visant à voter en un temps record un budget intégrant d'importantes mesures fiscales sans que celles-ci puissent être discutées. Le Président du Sénat (opposition) propose de voter un budget sans les 2,8 Md USD, permettant de prendre le temps de discuter des mesures intégrées à la réforme fiscale et de voter un budget rectificatif plus tard, début 2025. Toutefois, le budget proposé par une partie de l'opposition sans les 2,8 Md USD a également été refusé par les Parlementaires.

Le Gouvernement a jusqu'au 15 septembre pour proposer des alternatives aux Parlementaires quant au montant du budget. Le Président peut néanmoins, légalement, promulguer ce budget par décret. Face à un potentiel blocage du Parlement, il s'y est montré favorable. Toutefois, cette décision – sans certitude que les Parlementaires ne permettent à l'Etat de collecter les 2,8 Md USD manquant en 2025 – compromettrait la légitimité du budget et la crédibilité de l'Etat quant au respect de la règle budgétaire.

Par ailleurs - au-delà des 2,8 Md USD manquants - plusieurs centres d'étude ont alerté quant à la faible crédibilité des prévisions budgétaires de l'Etat : Fedesarrollo estime que les anticipations de collecte fiscale pour 2025 – basées sur « une meilleure gestion » - devraient être revues à la baisse, et que le budget devrait en conséquence être abaissé de 2,8 Md USD additionnels, soit une révision totale de 5,6 Md USD.

Bolivie

Les collectivités locales et les entreprises publiques peuvent désormais assigner des travaux publics.

Un nouveau « décret suprême », approuvé par le cabinet du président Luis Arce permet désormais aux collectivités locales et aux entreprises publiques d'assigner des travaux publics, tels que la construction de routes. Le ministre de l'Économie, Marcelo Montenegro, a précisé que **les gouvernorats et mairies pourront désormais gérer l'attribution de ces projets, en fixant les conditions, en sélectionnant les prestataires et en demandant des garanties pour l'exécution des travaux.** Cette mesure étend les concessions de services et de main-d'œuvre précédemment autorisées par le décret suprême 181.

Les délais d'importation de carburants seront réduits à 10 jours, selon un « décret suprême ».

Le gouvernement bolivien a approuvé, par décret suprême, la simplification des démarches d'importation de carburant en **réduisant les délais de traitement à 5-10 jours alors qu'ils sont actuellement de plusieurs mois.** Faisant suite à des accords récents avec les entrepreneurs

boliviens, la mesure vise à faciliter l'approvisionnement des secteurs productif, industriel, agricole, minier et de la construction, en allégeant les exigences techniques et légales existantes. La Fédération des entrepreneurs privés de La Paz (FEPLP) s'est félicitée de cette mesure et a souligné qu'elle s'inscrivait dans le cadre des accords signés avec le gouvernement le 16 août. Cependant, selon le président de la Chambre Agricole de Santa Cruz (CAO), José Luis Farah, les importations directes de carburant ne profiteraient qu'à 20 % aux producteurs agricoles locaux. D'après Jose Luis Farah, actuellement neuf entreprises privées, principalement dans les secteurs minier et agricole, importent déjà directement 13,4 millions de litres de carburant par mois, alors que la grande majorité des producteurs boliviens sont des petites unités de production qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour procéder à des importations directes.

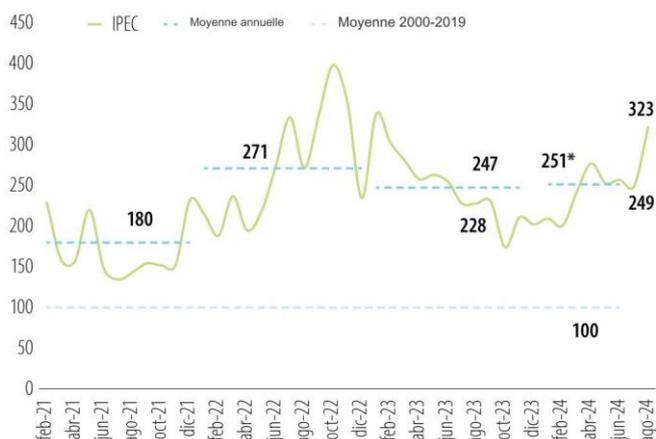
Colombie

Augmentation du nombre de travailleurs informels (+51 000 g.a) sur la période mai-juillet.

Selon le Département National de Statistiques (DANE), entre mai et juillet 2024, le taux d'informalité en Colombie a atteint 55,9 %, révélant 12,8 M de travailleurs informels sur une population active de 23 M.

Comparativement à la même période en 2023, le nombre de travailleurs informels a augmenté 51 000 unités. Cette hausse est en partie due à la

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'IPEC



persistance d'une inflation élevée (6,9 % g.a en juillet) qui incite les employeurs à privilégier les contrats informels, moins coûteux et souvent sans prestations sociales.

En zone urbaine, les taux d'informalité varient fortement selon les régions : Sincelejo et Montería sont les villes avec les taux les plus élevés, atteignant respectivement 65,8 % et 61,4 %, tandis que Manizales (34,2 %) et Bogotá (34,6 %) sont les villes présentant les taux les plus faibles. Par ailleurs, les zones rurales montrent un taux d'informalité autrement plus important que les villes atteignant en moyenne 84 %. Enfin, les hommes seraient plus exposés à l'informalité (58,1 %) par rapport aux femmes (52,7 %) qui néanmoins reste souvent mère au foyer.

Stabilité de la dette externe au S1 2024, à 48,5 % du PIB.

À la fin du S1-2024, la dette extérieure colombienne, majoritairement constituée par la dette à long terme (81 %), a atteint 196,4 Md USD (48,5 % du PIB).

Ce montant marque une légère hausse de 0,1 % par rapport à décembre 2023, où la dette extérieure totalisait de 196,2 Md USD. D'une part, la dette du secteur public s'élevait, en juin 2024,

à 112,1 Md USD (27,7 % du PIB), enregistrant une diminution de -0,7 % par rapport à la fin de l'année précédente. D'autre part, la dette du secteur privé, qui représentait 84 Md USD (20,8 % du PIB), a connu une augmentation de +3,4 % pour le secteur non-bancaire, tandis que la dette du secteur bancaire a diminué de -9,5 %.

En août, l'indice d'incertitude quant à la politique économie augmente de 42 % g.a.

En août 2024, l'indice développé par Fedesarrollo (un centre d'études) a atteint 323 points, marquant une augmentation notable de 95 points par rapport à août 2023 et une hausse de 74 points par rapport à juillet 2024. Cette progression reflète une montée de l'incertitude principalement en matière de politique économique, sociale et géopolitique, qui ont constitué 51,7 % des informations captées par l'indice.

L'IPEC de Fedesarrollo mesure l'incertitude sur une base mensuelle et avec une orientation sectorielle et régionale, par le biais d'un décompte des mots liés à la situation actuelle dans les médias. Le décompte des mots relatifs à la situation économique est effectué selon la méthodologie proposée par Baker et al (2016).

Source : *La Republica*.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,9 %	+20,8 %	1313,5
Change USD/COP	+2,1 %	+6,7 %	4 253
Change EUR/COP	+6,9 %	+11,3 %	4706,5
Prix du baril (Brent, USD)	-0,8 %	-23,5 %	72,3

Equateur

La production pétrolière s'établit à 370 875 barils par jour en moyenne en août.

La production pétrolière de l'Equateur a diminué d'en moyenne 4 778 barils par jour en glissement annuel entre le 31 juillet et le 8 septembre de cette année, s'établissant à 370 875 barils par jour en moyenne. Cette baisse est imputable en premier lieu aux coupures d'électricité non-annoncées qu'a connues la région pétrolière ces dernières semaines et qui ont provoqué l'arrêt de

plusieurs puits. Par ailleurs, des perforations clandestines sur l'oléoduc, liées à la contrebande de combustible ont été identifiées et seraient à l'origine du vol de l'ordre de 27 000 sur l'intégralité de la période.

Petroecuador annonce le lancement d'un appel d'offres pour l'exploitation du champ gazier offshore « Amistad ».

L'entreprise nationale pétrolière, Petroecuador, a annoncé le lancement d'un nouvel appel d'offres pour l'exploitation du champ gazier offshore « Amistad », situé dans le golfe de Guayaquil. Actuellement, exploité par Petroecuador, ce champ produit 21 millions de pieds cube de gaz par jour (17 puits au total). L'augmentation de la production (les réserves de gaz de ce champ étant estimées à 167 000 millions de pieds cubes) requiert d'importants investissements afin d'optimiser la production et d'éviter l'importation de GNL pour le fonctionnement de centrale à gaz Termomachala.

Guyana

Le projet aurifère Oko West révèle de bons indicateurs de rentabilité.

Le projet aurifère Oko West de G Mining Ventures (entreprise canadienne) au Guyana présente une valeur actuelle nette (VAN)¹ de 1,4 Md USD sur une durée de près de 13 ans, selon une évaluation économique préliminaire (PEA) publiée en septembre 2024. Malgré d'importants coûts initiaux (936 M USD), le projet affiche un taux de rentabilité interne (TRI) de 21 % et un délai de récupération de 3,8 ans à un prix de l'or de 1 950 \$/oz. Dans un scénario où le prix de l'or atteint 2 500 \$/oz, la VAN grimpe à 2,5 Md USD avec un TRI de 31 % et un délai de récupération réduit à deux ans. Ce projet, disposant de 4,3 M d'onces d'or en ressources indiquées, pourrait générer une production annuelle moyenne de 350 000 onces. Pour mémoire, l'or représentait le 2e poste d'exportation du Guyana en 2023, à 808 M USD (6,2 % des exportations).

Pérou

Le conseil d'administration de Petroperu vient d'annoncer sa démission.

Le conseil d'administration de l'entreprise publique d'hydrocarbures Petroperu vient d'annoncer sa démission en raison, selon celui-ci, d'une situation financière alarmante et face à l'inaction du gouvernement. Présidé par Oliver Stark, le conseil d'administration de la compagnie pétrolière a annoncé la démission de tous ses membres, après avoir averti le gouvernement de Dina Boluarte, dès le début de son administration, de l'insoutenabilité financière de l'entreprise et de la nécessité de prendre des mesures drastiques afin de garantir la viabilité de ses activités. A la fin du premier trimestre 2024, la dette financière de Petroperu était estimée à près de 6,2 Mds USD, dont 2,2 Mds USD qui doivent être remboursés en moins d'un an, alors même que le niveau de ses fonds propres reste cinq fois moins élevé. De plus, depuis 2013, le soutien de l'Etat à l'entreprise a atteint des niveaux sans précédent, dépassant les 5 Mds USD, sans amélioration notable de la situation, ce qui explique que de nombreux acteurs de ce secteur appellent aujourd'hui à procéder à une profonde restructuration avec le soutien d'une entreprise internationale et une injection de capitaux publics.

Fitch Ratings estime le déficit budgétaire à 3,4% du PIB pour 2024.

L'agence de notation internationale Fitch Ratings prévoit pour 2024 un déficit budgétaire de 3,4% du PIB, une estimation plus élevée que celle annoncée par le ministère de l'Economie et des Finances (MEF). L'agence s'inquiète notamment de l'instabilité politique et du manque d'efficacité du gouvernement actuel, ce qui empêcherait le Pérou d'atteindre l'objectif de déficit fixé de 2,8% pour 2024. Cette difficulté à atteindre les objectifs budgétaires serait également entretenue par une augmentation des dépenses publiques bien supérieure à la croissance tendancielle du PIB. L'agence estime que la possibilité d'un soutien accru et

¹ Mesure de la rentabilité d'un investissement.

prolongé à l'entreprise publique d'hydrocarbures (Petroperu), aujourd'hui en difficulté, pourrait constituer à long terme une source de pression budgétaire structurelle importante.

Venezuela

L'inflation double en rythme mensuel, et atteint 35,5% en rythme annuel.

Selon les informations officielles de la Banque centrale du Venezuela (BCV), l'inflation a augmenté de +1,4 % mensuels en août, soit 35,55 % g.a. **Pour mémoire, elle atteignait 0,7 % mensuel en juillet.**

L'utilisation du Bolivar (VES) dans les transactions commerciales continue d'augmenter.

Selon le directeur de Ecoanalitica (un centre d'études), Asdrubal Oliveros, une nouvelle étude montre que l'utilisation du bolivar dans les transactions commerciales a continué d'augmenter au cours des derniers mois. Les raisons évoquées par l'économiste sont : i) l'optimisation des méthodes de paiement électroniques en bolivars, ii) la fixation à 0 %

du taux de l'impôt sur les grandes transactions financières en bolivars vs. 3 % en devises, iii) la contraction de 60 % des liquidités en devises en août (ce qui favorise un écart du taux de change parallèle sur l'officiel de 18,5%). **Le Dollar se fait ainsi plus rare et plus onéreux.**

Rapport OPEP : Baisse de la production de pétrole.

Le rapport de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) publié le 10 septembre indique que la production vénézuélienne en août atteint 927 000 bpj (-1 000 bpj) selon les chiffres officiels, et de 874 000 bpj (+12 000 bpj) selon les sources secondaires. D'autre part, le pétrole brut Merey à 16 degrés API, qui sert de référence au Venezuela dans le panier de l'OPEP, a enregistré une baisse de -5,46 USD/b en juillet par rapport à juillet, pour s'échanger à 62,15 USD par baril. Toutefois, la moyenne du prix depuis début 2024 atteint 68,63 USD/b, +1,02 USD/USD g.a.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una Lacaze, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr